

ANNUAIRE FRANÇAIS  
DE  
RELATIONS  
INTERNATIONALES

2017

Volume XVIII

**PUBLICATION COURONNÉE PAR  
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

*(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)*



Université Panthéon-Assas  
Centre Thucydide

# LA RIVALITÉ IRANO-SAUDIENNE

## DE L'OPPOSITION THÉOLOGIQUE A L'AFFRONTMENT POLITIQUE

PAR

RACHID CHAKER (\*)

Quelles sont les origines de l'opposition irano-saoudienne, ses évolutions et ses déclinaisons récentes ? Trop longtemps réduite à une guerre de religions ou de courants théologiques (Chiites *vs* Sunnites), à la manière des conflits entre Catholiques et Protestants, la rivalité entre les deux principales puissances du Golfe est en réalité bien plus complexe. La particularité de l'opposition actuelle entre l'Arabie saoudite et l'Iran est qu'elle fut initialement théologique, puis a progressivement basculé vers le domaine politique, même si la dimension religieuse reste en arrière-plan de cette crise.

### NAISSANCE ET MÉTAMORPHOSE D'UN CONFLIT

#### *Du Pacte du Nejd à Kerbala*

Sans revenir sur les origines théologiques profondes du Wahhabisme, quelques éléments historiques s'avèrent nécessaires. Les universitaires ont tendance à dater la naissance de la doctrine wahhabite au XVIII<sup>e</sup> siècle. Dès 1744 en effet, le théologien musulman Mohamed Ibn Abdulwahab s'associa au prince Mohamed Ibn Saoud (1) et formèrent ensemble une alliance politico-religieuse, qui perdure encore aujourd'hui (2). Dans le cadre de cette alliance, il fut convenu que le Prince et sa famille s'occuperaient de la gestion des affaires politiques, tandis que le théologien gérerait les affaires sociétales. Une fois cette alliance réalisée, les troupes d'Ibn Saoud, auréolées de la légitimité religieuse fournie par le théologien, se lancèrent dans des vagues de conquêtes au-delà de leur région d'origine, le Nejd, avec l'ambition de conquérir toute l'Arabie, alors sous domination ottomane.

Dans leur élan, les troupes d'Ibn Saoud conquièrent en 1802 la ville de Kerbala, en Mésopotamie, ville sainte du Chiisme, où est enterré Hussein,

(\*) Doctorant contractuel et chargé d'enseignement en Relations internationales à l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France).

(1) Qui gouvernait la cité de Derya, dans la région du Nejd.

(2) Il y eut, avant la création de l'Arabie saoudite en 1932, deux précédents royaumes saoudiens, le premier de 1744 à 1818 et le second de 1824 à 1891.

filis de Ali cousin du prophète Mahomet et figure centrale du Chiisme. Associée à un massacre estimé à près de 5 000 personnes, cette conquête marqua l'esprit du clergé chiite jusqu'à aujourd'hui et constitue pour ce dernier la preuve du caractère dangereux et sectaire du Wahhabisme.

### ***La fondation de l'Arabie saoudite ou la confirmation du Pacte du Nejd***

En 1932, Abdelaziz Ibn Saoud fonda le royaume d'Arabie saoudite. Comme en 1744, fut attribuée aux Saoud la gestion des affaires politiques et aux descendants d'Abdulwahab, la famille Al-Shaykh, la gestion des affaires sociétales. Dans ce contexte où la priorité absolue du nouveau roi fut de consolider son nouvel Etat, dans une région encore dominée par les Britanniques et où ses rivaux hachémites contrôlaient la Transjordanie et l'Iraq, les tensions avec l'Iran voisine et majoritairement chiite furent faibles (3).

### ***Le retrait britannique de 1971 et la naissance de la rivalité irano-saoudienne***

En 1971, pour des raisons financières, le Royaume-Uni fut contraint de se retirer du Golfe et ne pouvait plus y assumer le rôle de puissance dominante. Dès ce retrait, l'Iran, alors dirigée par le Shah Pahlavi, se vit comme le gardien naturel de la région (4). Considérant probablement que son pays après plusieurs vagues de réformes successives (5) devait assumer son rôle de puissance, le Shah, fin novembre 1971, lança une offensive contre les îles du Golfe Tumb et Abu Mussa, revendiquées par la nouvelle fédération des Emirats arabes unis, mais également vues par l'Iran comme symboles de sa souveraineté dans les eaux du Golfe. Il revendiqua également un temps la souveraineté sur l'île de Bahreïn (6). Dès lors, naîtra une opposition politique entre un bloc arabe d'une part et la puissance perse d'autre part.

### ***L'avènement de la République islamique (1979)***

Au début de l'année 1979, le Shah d'Iran, au pouvoir depuis 1941 (7), fut renversé par un mouvement populaire dont la figure emblématique fut l'ayatollah Rouhollah Khomeini. Dès la fondation de la République islamique, le nouveau Guide suprême iranien désigna ceux qu'il considérait comme étant les principaux ennemis de l'Islam : Israël et son allié américain. Par effet ricochet, les monarchies arabes du Golfe furent alors

(3) En 1943, toutefois, un pèlerin iranien fut décapité lors du pèlerinage annuel en Arabie, ce qui provoqua l'absence de pèlerins iraniens en Arabie saoudite pendant 5 années, jusqu'en 1948.

(4) Dès 1969 en effet, le président américain Nixon avait défini sa doctrine des deux piliers, considérant que la stabilité de la région du Golfe devait être assurée par deux gendarmes locaux, l'Arabie saoudite et l'Iran.

(5) Notamment une réforme agraire en 1962, qui opposa le Shah au clergé chiite.

(6) Revendication abandonnée suite à la médiation des Nations Unies et du Royaume-Uni.

(7) Malgré un court exil en 1953.

désignées comme vassales des Etats-Unis par le Guide iranien et traîtres à la cause palestinienne.

Concernant plus spécifiquement l'Arabie saoudite, Khomeini ira jusqu'à contester la légitimité de la souveraineté saoudienne sur les deux villes saintes de La Mecque et Médine. Khomeini appela en effet à retirer aux Saoud la gestion du pèlerinage annuel à La Mecque. Il est à rappeler qu'en 1926, lors du Congrès musulman de La Mecque, Abdelaziz Ibn Saoud justifiait la lutte contre le chérif Hussein de La Mecque (8) au motif que ce dernier avait pactisé avec les puissances étrangères non musulmanes – notamment les Britanniques – et aurait permis l'influence de ces puissances sur les deux lieux saints de l'Islam. Par les attaques de Khomeini se trouva donc ici à son tour attaquée la légitimité religieuse et *de facto* politique de la monarchie des Saoud. Dès lors, les relations entre les deux puissances régionales connurent plusieurs pics de tension. En outre, la présence d'une minorité chiite en Arabie saoudite (9), notamment dans la province pétrolière du Hassa, sera de nature à inquiéter les autorités saoudiennes, qui craignent une importation de la Révolution islamique sur le territoire du pays (10).

### *Tensions autour du pèlerinage*

Le pèlerinage à La Mecque, organisé annuellement, sera à plusieurs reprises l'objet de tensions. En 1987, une manifestation de pèlerins iraniens lors du pèlerinage dégénéra et provoqua la mort de près de 400 personnes, ouvrant la voie à une crise irano-saoudienne et provoquant l'arrêt de la venue de pèlerins iraniens au Hadj. L'Arabie saoudite en profitera pour faire adopter par l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) (11) un système de quotas annuels par pays pour le pèlerinage, limitant ainsi le nombre de pèlerins iraniens. Il faudra attendre 1991 pour que la crise s'achève et que les Iraniens puissent de nouveau participer au pèlerinage. Une bousculade survenue en 2015, toujours au cours du pèlerinage, causant la mort de 2 000 pèlerins, dont près de 500 Iraniens, provoqua une crise de la même ampleur, avec, en 2016, une forte escalade verbale entre les deux parties.

### *« La main de l'Iran » dans les affaires arabes : la création du Hezbollah*

La création du Hezbollah au Liban en 1982, attribuée à des Pasdarans (12) iraniens, marqua un tournant. La création de cette milice armée par l'Iran

(8) Les deux hommes se concurrençaient pour l'établissement d'un royaume arabe en Arabie.

(9) Estimée entre 10 et 15% de la population, selon les sources. Il est particulièrement difficile d'obtenir des chiffres exacts et réalistes, les autorités saoudiennes ayant tendance à minorer la présence chiite en Arabie.

(10) Des émeutes de la minorité chiite saoudienne auront lieu en février 1980 et seront sévèrement réprimées par les autorités.

(11) Devenue Organisation de la coopération islamique.

(12) Membres du corps des Gardiens de la Révolution.

dans un territoire arabe en plein conflit avec Israël marqua de fait l'entrée de l'Iran dans les affaires dites arabes et fut vue d'un très mauvais œil par l'Arabie saoudite. Le rôle du Hezbollah dans la guerre civile libanaise et son aura auprès des populations dans le monde arabe, notamment après le conflit de 2006 l'ayant opposé à Israël, furent considérés comme une menace à l'influence saoudienne au profit de l'Iran.

***La guerre Iran-Iraq (1980-1988) : la première guerre par procuration de l'Arabie saoudite contre l'Iran***

L'Arabie saoudite ne fut pas le seul Etat du Golfe à connaître des tensions avec son voisin iranien. L'Iraq et son président (13) Saddam Hussein avaient en effet un contentieux ancien avec l'Iran, notamment territorial, sur le Shatt Al-Arab. Pour des raisons non réellement élucidées, l'Iraq déclencha en 1980 une guerre contre son voisin iranien. Elle fut soutenue dans ce conflit par ses voisins arabes du Golfe, notamment l'Arabie saoudite et le Koweït, qui prêtèrent alors à l'Iraq plusieurs milliards de dollars pour lui permettre de faire face aux dépenses occasionnées par la guerre. Les monarchies du Golfe voyaient dans cette guerre l'occasion d'affaiblir leur voisin révolutionnaire. Dès lors, l'Iran répliqua à ses voisins, attaquant notamment plusieurs tankers pétroliers dans le Golfe, menaçant ainsi les exportations d'hydrocarbures des Etats du Golfe. La fin de la guerre Iran-Iraq en 1988, la mort de Khomeini en 1989, puis l'élection d'un Président modéré en Iran (14) permirent progressivement une accalmie dans les relations entre l'Arabie saoudite et l'Iran.

LE XXI<sup>E</sup> SIÈCLE ET LES CHANGEMENTS GÉOPOLITIQUES  
AU MOYEN-ORIENT

Malgré la période d'apaisement évoquée, plusieurs facteurs en ce début de siècle provoquèrent des regains de tensions, conduisant certains observateurs à qualifier de « guerre froide » les relations entre les deux puissances du Golfe.

***La « menace » nucléaire iranienne et le « croissant chiite »***

En 2002, la révélation, par les Moudjahidines du Peuple, mouvement d'opposition iranien, de l'existence d'un programme nucléaire iranien non déclaré à l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA) (15) engendra une crise avec la communauté internationale. Par ailleurs, l'élection en 2005 du président Ahmadinejad en Iran et son ambition affirmée que son pays maîtrise la technologie nucléaire civile ne furent pas de nature à apaiser les craintes de l'Arabie saoudite. Enfin, l'invasion de l'Iraq en 2003 et la

(13) Depuis 1979. Il était avant cela le numéro 2 du régime d'obédience baasiste.

(14) Hachemi Rasfandjani.

(15) L'Iran ayant ratifié son adhésion au Traité de non-prolifération nucléaire, elle a pour obligation de déclarer à l'Agence toutes ses activités en lien avec le nucléaire.

chute du régime de Saddam Hussein au profit d'un pouvoir majoritairement chiite jugé proche de Téhéran renforcèrent les craintes saoudiennes de voir émerger un « croissant chiite », allant de l'Iran à la Syrie, incluant l'Iraq et le Liban. Cette crainte de la montée en puissance du *hard* et du *soft power* iraniens dans la région mena le roi Abdallah d'Arabie saoudite à appeler les Américains à « *couper la tête du serpent* » iranien (16).

### ***Les Printemps arabes et le retour des guerres par procuration***

Les Printemps arabes, qui ont débuté fin 2010 en Tunisie et se sont progressivement répandus en Egypte, en Syrie, au Yémen, à Bahreïn et en Libye, furent l'occasion pour les deux rivaux de s'affronter sur des terrains extérieurs. A la manière de la Guerre froide ayant opposé les Etats-Unis et l'Union soviétique au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'affrontement ne fut pas frontal mais par procuration, sur des théâtres extérieurs. Dès 2011, le Conseil de coopération du Golfe, sous impulsion saoudienne, déploya des forces au royaume de Bahreïn pour venir en aide au roi Khalifa et mettre un terme au soulèvement de la majorité chiite (17) contre le monarque sunnite allié des Saoud. En Syrie, l'Arabie saoudite est accusée de soutenir financièrement des groupes djihadistes sunnites combattant le président al Assad, ouvertement soutenu par l'Iran et ses Pasdarans, et on lui impute la responsabilité de l'émergence de Daech, groupe terroriste fondamentalement anti-chiite (18). Au Yémen, l'Arabie saoudite, aux côtés de ses alliés, dirige une coalition contre la rébellion Houthie (19), qu'elle accuse fréquemment d'être soutenue par l'Iran. Au Liban, l'Arabie saoudite use de ses pétrodollars pour limiter l'influence iranienne. Les Saoud ont en effet obtenu que la Ligue arabe classe le Hezbollah comme organisation terroriste (20) et annulèrent leurs financements d'achats d'armements pour les autorités libanaises (21), reprochant à ces dernières de ne pas assez lutter contre la milice chiite. De même, l'Arabie saoudite milita avec succès pour qu'Al Manar, la chaîne de télévision officielle du Hezbollah, ne soit plus diffusée sur le satellite Arabsat. Des câbles Wikileaks révélés en 2015 démontrèrent l'activisme plus général des Saoudiens pour limiter ou contrer l'influence iranienne à travers le monde, jusqu'en Afrique subsaharienne et en Afghanistan.

Sur la scène politique intérieure, l'exécution en janvier 2016 du dignitaire religieux chiite Al-Nimr pour des manifestations survenues quelques années plus tôt dans le royaume prit une dimension internationale, cette exécution, aux côtés d'une quarantaine d'autres condamnés, fut vue par

(16) Déclaration révélée par un câble Wikileaks.

(17) Qui réclamait des réformes et la fin des discriminations dont elle est victime.

(18) L'organisation revendiqua plusieurs attentats contre des mosquées chiites, notamment en Arabie saoudite en 2015.

(19) Mouvement politique majoritairement zaydite, qui est une branche du chiisme, mais néanmoins différente du Chiisme duodécimain, majoritaire en Iran.

(20) En mars 2016.

(21) En février 2016.

l'Iran et par une grande partie des chiïtes à travers le monde comme un crime à caractère religieux et provoqua un déferlement de colère, dont le paroxysme fut l'attaque de l'ambassade saoudienne à Téhéran, provoquant une rupture des relations diplomatiques entre les deux pays (22). Enfin, la mort de plusieurs centaines d'Iraniens en 2015 lors du pèlerinage annuel, comme évoqué, ne sera pas de nature à apaiser les tensions, tout comme les tensions au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pour aboutir à une hausse du prix du baril de pétrole.

#### IDÉOLOGIE OU RÉALISME ?

##### *Un conflit politique ou religieux ?*

La profondeur de l'opposition entre saoudiens et iraniens semble indiquer que le conflit, même si ses racines furent autrefois en partie théologiques, opposant alors Wahhabites et Chiïtes, est en réalité d'abord politique. Même si à Kerbala, en 1802, les destructions de mausolées vénérés par les Chiïtes s'inscrivent indiscutablement dans la stricte application de la doctrine religieuse wahhabite, elle a surtout permis de combattre ceux qui refusaient la soumission à l'hégémonie politique revendiquée par les Al Saoud sur la péninsule. De même, de l'avènement de la monarchie saoudienne en 1932 au retrait britannique de 1971, les tensions étaient sporadiques entre les deux voisins (23). Il fallut attendre la fin de la *Pax Britannica* dans la région, associée à la conquête iranienne sur les îles Tumb et Abu Mussa et à la revendication sur Bahreïn par le très laïc Shah Pahlavi, pour que les rivalités irano-saoudiennes, voire irano-arabes prennent naissance.

Même si la révolution islamique de 1979 et la personnalité éminemment religieuse de Khomeini redonneront aux tensions une connotation fortement religieuse, c'est avant tout les critiques contre le régime politique des Al Saoud qui justifia le regain de tension entre les deux voisins.

##### *La dimension religieuse dans les politiques étrangères des « Twin Pillars »*

On a souvent tendance à mettre en avant le facteur religieux pour expliquer la politique extérieure saoudienne. Plusieurs éléments semblent en effet corroborer la thèse selon laquelle l'Arabie saoudite a une politique étrangère axée sur la défense et la propagation de l'Islam. Le pays en effet forme (24) et finance des imams à travers le monde, des centres

(22) D'autres pays du Golfe ainsi que le Soudan rompirent leurs relations avec l'Iran.

(23) Malgré l'appel, à la fin des années 1920, des dignitaires religieux sunnites d'Arabie à combattre le Chiïsme.

(24) Notamment grâce à des bourses accordées aux étudiants étrangers pour qu'ils puissent étudier dans les universités religieuses saoudiennes.

religieux (25). On pense également au soutien apporté par l'Arabie aux combattants afghans contre les Soviétiques, le royaume se positionnant, aux côtés de la Central Intelligence Agency (CIA), comme le principal soutien aux Moudjahidines. De même, le soutien aux groupes djihadistes en Iraq et en Syrie plus récemment laisse supposer une volonté saoudienne de soutenir les causes musulmanes à travers le monde.

Une telle lecture est particulièrement simpliste et les faits précités, bien qu'avérés, doivent être mis en parallèle avec les enjeux à la fois intérieurs et extérieurs auxquels le Royaume fait ou a fait face.

Rappelons que l'envoi de combattants soutenus par l'Arabie saoudite en Afghanistan a débuté quelques semaines seulement après la prise d'otages survenue dans la mosquée de La Mecque par des extrémistes sunnites, évocatrice d'une tension palpable dans le royaume. On peut donc supposer que le conflit afghan permit en réalité, par effet d'aubaine, d'exfiltrer sous un motif religieux des radicaux que le royaume ne pouvait plus contenir.

Concernant les milliards de dollars déversés à travers le monde par l'Arabie pour la promotion du courant islamique majoritaire en son sein, le Wahhabisme, ils sont surtout à mettre sur le plan d'une stratégie d'influence au profit du royaume. Avec l'apparition, dans les années 1960, des mouvements révolutionnaires républicains d'obédience nassérienne, l'Arabie saoudite fut contrainte de déployer un outil de contre-influence. Les nassériens visaient en effet le renversement des monarchies arabes, dont l'Arabie saoudite, en faveur de mouvements républicains laïcs et nationalistes arabes. Ainsi, ces milliards de dollars dépensés sont à inclure dans une stratégie saoudienne de *soft power* de développement d'influence religieuse visant à contrer l'essor des mouvements laïcs antimonarchiques (26). Tout comme aujourd'hui les priorités de cette diplomatie religieuse sont de contrer les influences iraniennes dans le monde, comme mentionné précédemment. Les financements religieux de l'Arabie peuvent être comparés à la volonté américaine, pendant la Guerre froide, de développer le jazz et donc la culture américaine dans les régions sous influence soviétique.

A l'inverse, bon nombre d'exemples démontrent que la politique étrangère saoudienne sait parfaitement s'affranchir de ses « valeurs islamiques » lorsque ses intérêts vitaux sont en jeu. En 1990, l'Arabie saoudite a fait appel aux troupes américaines pour défendre le royaume face à l'Iraq, avec le soutien certes du grand mufti Ibn Baz (27), mais contre l'avis d'un grand nombre de dignitaires religieux du royaume,

(25) Cela se fait principalement par la Ligue islamique mondiale, financée par l'Arabie saoudite. Cf. à ce sujet l'ouvrage de Pierre CONESA, *Dr Saoud et Mr. Djihad*, Robert Laffont, 2016.

(26) A noter que la Ligue islamique mondiale fut créée en 1962 et l'Organisation de la conférence islamique en 1969, en pleine vague nationaliste d'obédience nassérienne.

(27) Cette *fatwa* du Grand Mufti autorisant l'appel à une puissance étrangère non musulmane pour protéger le royaume en cas de danger fut vue par nombre d'observateurs comme une « *fatwa* de circonstance », visant à préserver la stabilité de la monarchie dans cette période de tension.

provoquant d'ailleurs la rébellion d'Oussama Ben Laden, furieux de voir son pays d'origine s'allier aux « infidèles ». Rappelons également qu'en 2013 l'Arabie saoudite a soutenu le très laïc al Sissi lors de son coup d'Etat contre le président Morsi, pourtant issu des Frères musulmans. Dans les années 1960, l'Arabie saoudite wahhabite s'était alliée aux Houthis jugés proches du Chiisme au Yémen pour repousser les mouvements nassériens. Plus récemment, de nombreuses rumeurs font état d'un fort rapprochement entre l'Arabie saoudite et Israël, en raison notamment de convergences de vues sur le dossier nucléaire iranien. Autant d'éléments traduisant non pas une adhésion à une idéologie religieuse, mais une approche pragmatique des relations internationales basée sur la préservation de la monarchie en place et la lutte contre les menaces au régime, sous toutes leurs formes.

On trouve cependant moins de sectarisme confessionnel dans la politique étrangère de l'Iran. Cette dernière ne se proclame pas leader de la cause chiite, mais soutien de la nation musulmane dans son ensemble, sans distinction de chapelle. La République islamique est en effet un fervent soutien de la cause palestinienne et a longtemps soutenu le mouvement Hamas, sunnite. L'Iran a également salué les révoltes qu'a connues le monde arabe à partir de 2011, les qualifiant d'éveil islamique. Elle entretient par ailleurs de bonnes relations avec plusieurs pays musulmans majoritairement sunnites, tels que l'Algérie ou la Turquie (28), ou d'autres pays musulmans d'autres courants théologiques, comme les Ibadites d'Oman.

La stratégie iranienne de soutien aux mouvements chiites minoritaires dans le monde arabe est davantage à lire sous l'angle de la politique que de l'affinité religieuse. Même si l'ambition à terme des religieux iraniens est d'exporter la révolution islamique à toutes les nations musulmanes, il y a peu de concordance théologique entre l'Iran et la plupart des mouvements ou régimes qu'elle soutient à l'extérieur. L'alaouisme de Bachar al Assad et le zaydisme des Houthis au Yémen diffèrent en effet du Chiisme de Khomeini et de son successeur. Rappelons également que la plupart des Chiites duodécimains (29) ne suivent pas l'ayatollah Khamenei, mais l'ayatollah Ali Sistani, basé en Iraq à Nadjaf. Le cheikh Al-Nimr exécuté par l'Arabie saoudite en janvier 2016 était particulièrement critique vis-à-vis de la République islamique et de son dogme du « *Wilayat Al Faqih* » (30).

Le soutien iranien à Bachar al Assad et, avant, à son père Hafez, est davantage à mettre sur le plan d'un alignement des deux Etats sur le plan idéologique (rejet des Etats-Unis, hostilité à Israël...) que sur le plan religieux. Et, paradoxalement, plus l'Arabie saoudite cherchera à isoler l'Iran dans la région en l'accusant de soutenir les mouvements chiites, plus elle sera contrainte de s'en rapprocher afin de créer un pouvoir de nuisance. Une sorte de cercle vicieux et le Yémen en est l'illustration.

(28) Le récent refroidissement entre l'Iran et la Turquie est lié aux divergences sur la crise syrienne mais n'a aucun fondement religieux ou ethnique.

(29) Qui constituent la majorité des Chiites dans le monde.

(30) Cf. à ce sujet l'ouvrage d'Antoine SFEIR, *L'Islam contre l'Islam*, Grasset, 2013.

### *Et les populations ?*

Les populations arabes et iraniennes ne semblent majoritairement pas se laisser emporter dans cette rivalité. Le Hezbollah a en effet connu ses heures de gloire auprès des populations arabes après sa guerre au Liban en 2006 contre Israël, jugée victorieuse. Seul le soutien du Hezbollah et de l'Iran à Bachar al Assad a pu provoquer une érosion de la popularité de la puissance chiite dans le monde arabe. De même, l'opinion arabe sembla se solidariser de l'Iran face aux sanctions occidentales pour son programme nucléaire, vues comme un moyen d'oppresser de nouveau un Etat islamique et preuve d'un deux poids deux mesures eu égard au programme nucléaire israélien.

Lors du conflit Iraq-Iran (1980-1988), les Chiites iraqiens combattaient les Chiites iraniens et *vice-versa*, la défense de la nation prévalant sur l'identité religieuse. Certes, il peut survenir des tensions communautaires (31), mais ces dernières ne sauraient traduire une tendance générale.

### *Qu'en est-il des autres pays de la région ?*

La rivalité Chiïtes-Sunnites est fréquemment mise en avant pour justifier l'opposition, aux côtés de l'Arabie saoudite, du Qatar et la Turquie, au régime de Bachar al Assad. Ces deux pays étant donc classés par de nombreux spécialistes dans le bloc sunnite supposément opposé au bloc chiite. C'est néanmoins oublier le fait que ces deux Etats entretenaient d'excellentes relations avec la Syrie avant le début de la contestation contre Bachar al Assad en 2011. Le facteur confessionnel ne saurait donc à lui seul fournir une explication suffisante. En revanche, le choix de Bachar al Assad, à l'été 2011, de soutenir le projet de gazoduc iranien, l'Islamic Gas Pipeline, aux dépens du projet qatari, lequel devait également transiter par la Turquie, pourrait mieux expliquer la dégradation des relations entre la Syrie d'une part et la Turquie et le Qatar d'autre part, cela davantage que le facteur confessionnel (32).

Concernant les Emirats arabes unis, comme évoqué, le contentieux territorial lié à l'offensive iranienne de 1971 contre des îles du Golfe est à l'origine des tensions entre les deux Etats, cela indépendamment de toute considération religieuse. Une situation similaire est constatée par exemple aujourd'hui en mer de Chine.

Au royaume de Bahreïn, la tension avec l'Iran situation relève davantage d'une question de politique intérieure, avec une population majoritairement chiite, en proie à des discriminations institutionnalisées et appelant à des réformes susceptibles de fragiliser le pouvoir de la monarchie, plaçant de fait cette dernière du côté des Saoudiens. L'allié saoudien étant intervenu en 2011 pour sauver le règne du roi Khalifa.

(31) Notamment en Iraq après la chute de Saddam Hussein.

(32) Ajoutons également que le Qatar et la Turquie ont une sympathie affirmée pour le mouvement des Frères musulmans, composante de l'opposition au Président syrien.

Enfin, au Liban, pays soumis à de fortes tensions confessionnelles, la grille de lecture est plus complexe. Certes, le Hezbollah est fortement soutenu par l'Iran et la Syrie, néanmoins cette dernière ne se base pas sur ses seules alliances confessionnelles, Bachar al Assad ayant longtemps soutenu l'ancien président chrétien Emile Lahoud et une importante partie de la population libanaise non chiite ayant soutenu le Hezbollah contre Israël en 2006.

### ***La religion comme outil de politique intérieure en Arabie : une source de légitimation du pouvoir***

En Arabie saoudite même, la religion est un outil de légitimation du pouvoir. Les religieux saoudiens rappellent régulièrement l'interdiction en Islam de se soulever contre le détenteur de l'autorité, même s'il est « *pervers* » (33), accordant de fait une protection religieuse aux Saoud. Il est à noter l'importance de l'appui des dignitaires religieux du pays à la monarchie. Plusieurs exemples historiques viennent illustrer cette forte alliance. Le plus fréquemment cité est celui relatif à la *fatwa* émise par le mufti Ibn Baz avalisant l'appel du roi Fahd aux troupes américaines pour défendre le royaume en 1990. Plus récemment, plusieurs interventions de *l'establishment* religieux saoudien ont donné l'impression de venir en appui au politique en difficulté. Suite aux déclarations récentes de l'ayatollah Khamenei déclarant que « *le monde musulman, aussi bien les gouvernements que les peuples, doit connaître les dirigeants saoudiens et leur nature irrévérencieuse, non croyante et dépendante* » et incitant les Musulmans à « *réfléchir sérieusement à la gestion des Lieux saints, sinon le monde musulman sera confronté à des problèmes plus grands* » (34), critiquant ainsi le régime politique saoudien, le grand mufti Abdelaziz Al-Cheikh rétorqua que les Iraniens n'étaient tout simplement pas des Musulmans (35). De même, lorsque Daech accusa l'Arabie saoudite d'être l'alliée d'Israël, c'est toujours le Grand Mufti qui répliqua que Daech était une création israélienne. *L'establishment* religieux saoudien intervient donc fréquemment pour appuyer la monarchie lorsque sa légitimité religieuse ou politique est attaquée.

### ***Les motivations profondes de l'opposition au XX<sup>e</sup> siècle***

Le critère religieux relativisé, quelles peuvent être les raisons de cette opposition en 2016 ? Comme évoqué, la crainte d'un Iran nucléaire, le développement de son influence et de son interventionnisme, réel ou supposé, dans les territoires arabes, tout comme le différend plus ancien portant sur des îles situées dans le golfe Persique font craindre aux Saoudiens une perte réelle d'influence au profit de la République

(33) Même si, d'un point de vue religieux, il commettrait des fautes.

(34) « Hajj 2016 : l'Iran traite les dirigeants saoudiens de 'diables' », Saphirnews.com, 5 sept. 2016.

(35) « Les Iraniens « ne sont pas des Musulmans », affirme le mufti d'Arabie saoudite », lepoint.fr, 6 sept. 2016.

islamique. Dans cette optique, l'annonce en 2016 du plan Vision 2030 par le vice-prince héritier Mohamed Ben Salmane peut s'inscrire, au-delà de la nécessité pour le royaume de réduire sa dépendance aux hydrocarbures, dans une dynamique de développement visant à contester le *leadership* politique et économique de l'Iran dans le Golfe.

### ***L'Iran, une menace réelle ?***

L'Iran est donc vu par la monarchie saoudienne comme la principale menace à son influence. Cette crainte est-elle fondée ? Il est à noter que l'Arabie saoudite a souvent fait preuve d'un certain manque de clairvoyance dans ses analyses régionales. Dans les années 1980, l'Iran était déjà vu par le royaume comme la menace principale à éradiquer, alors que le conflit majeur à venir allait l'opposer à l'Iraq, qu'il avait soutenu contre l'Iran. Plus récemment, l'Arabie saoudite fut accusée de soutenir Daech en Iraq et en Syrie pour y contrer l'influence iranienne, mais cette dernière organisa plusieurs attentats dans le royaume en 2015 et en 2016.

Dans les faits, très peu d'actions directement préjudiciables pour l'Arabie saoudite sont imputables à l'Iran (36). En revanche, l'activisme saoudien pour nuire aux intérêts iraniens, notamment dans l'affaire du nucléaire et de la crise syrienne, est de nature à inciter l'Iran à davantage d'agressivité. En témoignent les récentes déclarations des Gardiens de la Révolution mettant en garde les navires saoudiens de ne pas approcher des côtes iraniennes (37). Nous serions alors face à une prophétie auto-réalisatrice concernant la « menace iranienne » à l'encontre de l'Arabie saoudite.

### QUELLES PERSPECTIVES ?

La génération actuellement au pouvoir en Arabie saoudite, dont Salmane est probablement le dernier représentant, a connu toutes les phases de tension avec l'Iran au XX<sup>e</sup> siècle, du départ des Britanniques à l'avènement de la République islamique et aux propos virulents de Khomeini. Elle est ainsi profondément marquée par les tensions régionales entre les deux puissances. Un changement de génération en Arabie saoudite, tout comme un remplacement de Khamenei en Iran, pouvait un temps laisser espérer une nouvelle ère des relations entre les deux puissances. Toutefois, la nouvelle génération saoudienne, incarnée par le vice-prince héritier Mohamed Ben Salmane, ne semble pas avoir pour objectif une amélioration des relations avec la République islamique.

Il est en effet évident que l'Iran ambitionne un rayonnement régional et que ce rayonnement entre en concurrence directe avec la volonté saoudienne d'être également le pilier de la région. De plus, le différend

(36) Même si l'Arabie saoudite accuse l'Iran de soutenir militairement les Houthis au Yémen et le Hezbollah au Liban, accusés de « déstabilisation » des pouvoirs en place.

(37) En octobre 2016 suite à des exercices navals saoudiens dans le Golfe.

territorial irano-émirati est loin d'être résolu. Par ailleurs, les possibilités de voir une sortie de crise sont minimales tant que des accords ne sont pas trouvés sur les dossiers syriens et yéménites. Ayant soutenu militairement l'opposition, l'Arabie saoudite ne peut en effet pas prendre le risque de laisser au pouvoir un Bachar al Assad potentiellement revancharde et, au Yémen, une victoire définitive des Houthis constituerait une véritable humiliation pour la monarchie saoudienne.

Sur les sujets syriens et yéménites, la seule perspective qui permettrait aux deux parties de sortir la tête haute serait la constitution de gouvernements d'union nationale, en Syrie et au Yémen, dont les objectifs premiers seraient la reconstruction de leurs pays et la pacification des rapports avec les voisins. Concernant le différend opposant l'Iran aux Emirats arabes unis, un arbitrage de la Cour internationale de Justice pourrait permettre un règlement définitif, mais nous en sommes encore loin.

Des signaux positifs et concrets sont à entrevoir. Le Sultanat d'Oman dirigé par Qabous a toujours entretenu de bonnes relations avec l'Iran et le jeune émir du Qatar a récemment appelé (38) à une normalisation des relations entre l'Iran et les pays membres du Conseil de coopération du Golfe (39). Des pays tels que l'Algérie sont tout à fait en mesure d'assurer également une médiation (40).

Les deux puissances, saoudienne et iranienne, devront alors non pas renoncer à leur stratégie d'influence, mais en limiter les effets, de sorte à garantir un équilibre régional favorable à tous. Après plusieurs conflits meurtriers aux XX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, la France et l'Allemagne ont pu sceller une amitié forte, de laquelle découle la création de l'Union européenne. Une intégration de l'Iran, tout comme de l'Iraq d'ailleurs, au sein du Conseil de coopération du Golfe, comme souhaitée par Oman, serait un premier pas dans la bonne direction.

Il n'y a donc aucune raison objective pour que le rapprochement ne puisse pas se faire entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Au contraire, un dialogue stratégique entre les deux puissances permettrait à terme d'apaiser les tensions confessionnelles opposant parfois Sunnites et Chiïtes dans diverses provinces du monde, chaque puissance jouant un rôle de médiateur auprès de « sa communauté ».

A l'heure où le Moyen-Orient est confronté à des défis majeurs bien plus graves que ceux des années 1990, les deux puissances régionales et leurs alliés doivent faire appel au sens de la responsabilité, ce qui nécessite pour chaque partie un renoncement à certaines postures idéologiques.

(38) En octobre 2016.

(39) L'Arabie saoudite, Bahreïn, les Emirats arabes unis, le Koweït, Oman et le Qatar.

(40) L'Algérie avait déjà en 1975 accueilli l'Iran et l'Iraq pour une médiation sur la question du Shatt Al-Arab.